

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMBOS A 3 HEURES DU SOIR.

MATINÉE 17. — N° 13.

TE VEA NO TAHITI.

Mohana mati 28 mati 1868.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable à l'avance)		Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser	
Carte postale	45 c.	AU BUREAU DE LA POSTE,	Prix des Annonces (les exemplaires)
Carte postale et timbre	6 c.	Imprimerie du Gouvernement.	Les petites annonces 10 c. la ligne. Les annonces de 20 lignes 20 c.
Carte postale et timbre et deux timbres	10 c.		Les annonces réservées et toutes les sorties de prix de la première édition.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Décision de M. Trusseau, nommé notaire à Papeete, — Règlement de la partie de l'état civil, continuera à rester en vigueur. — Avise administratif. — Situation de l'empereur. — Agroville révolté. — Fait divers. — Le prince Eugène (suite). — Mouvement commercial. — Movements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandants des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

DÉCISION :

M. P. Trusseau, agréé près les tribunaux du Protectorat, nommé notaire à Papeete en remplacement de M. P. Landes, démissionnaire, et spécialement à exercer, pendant la durée du congé de convalescence accordé au titulaire, les fonctions de suppléant de poète de paix et d'officier de l'état civil, continuera à remplir aussi les fonctions d'agréé commun par le passé.

Papeete, le 21 mars 1868.
Cité de la RONCIÈRE.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNANCE

Service des Contributions Directes.

En exécution de l'article 38 de l'arrêté du 19 décembre 1867, la matrice de râis des contributions personnelles, mobiliale et des patentes sera déposée dans une boîte forte, à l'entrée du bureau d'ordonnance au bureau des affaires européennes, où les interested pourront en prendre communication.

Service de l'Enregistrement et du Domaine.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES.

Le public est prévenu qu'en l'absence d'autre volonté, il sera fait testamenter à la mort de l'individu, que la partie à laquelle il ait été destinée à sa compatriote, à Papeete, le 20 ou mai 1868, ehoignera lui de manu tata à te fanta poie ro-Swain : i roto i-toma fore Poia ika tae i te mahana maha to 2 no epoera i mai nui, i te mahana 14 no mati nei i poie ta manu tata ra i roto i te manu mafina ra, e ore ora e tarahua tama horu ra, mai to talou ore hei; tera te manu tata, e-hua e tafat, etc., etc. manu tata i ka tona hora.

La vente aura lieu à 8 heures du matin, et en cas d'empêchement, elle sera reportée au lendemain 3 avril à la même heure.

Ei te hora 8 i te poipo e hoo pate han'i, mai to manu tata peupa et le valio-his ia-la-poi po et te 3 no epoera i manu hora ra.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES

(2^e section.)

Les Océaniens étrangers aux Etats du Protectorat sont invités à se présenter à la 2^e section du bureau indigène pour prendre possession de leur passeport et de leur carte de residence, ou déclarer contre de nouvelles celles dont ils seraient porteurs.

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION DE L'EMPIRE.

(Extrait.)

AGRICULTURE.

Salle-Vaite *Messager* le 24 mars.

La vigne occupe le premier rang parmi les sources de notre richesse agricole. Il est donc important de généraliser les meilleures cepages et les méthodes qui, en donnant moins de prise à la maladie, élèvent le rendement, abaissent les prix de vente et accroissent les bénéfices. En 1867, comme précédemment, le docteur Guyot a poursuivi les travaux vinicoles qu'il a commencés il y a quelques années, et bientôt il aura terminé le parcours de toutes les contrées intéressées et l'enseignement pratique de la culture de la vigne dans les 74 départements et vignobles de la France. Les résultats de cette mission, consistante dans la propagation de variétés de vignes publiées régulièrement, vont se trouver ressemblants dans un seul ouvrage, monumon complet de l'enseignement vinicole, qui ne manquera pas d'être apprécié de tous les viticulteurs en France et même à l'étranger.

L'industrie séricole, dont les souffrances ont persisté cette année,

a continué à être l'objet de la sollicitude du Gouvernement. La Commission instituée par le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics dès 1865, s'est réunie plusieurs fois en 1867. L'objectif de ce travail pratique sur les graines du Japon et pouvant comprendre tous les résultats de la campagne séricole et décurer une production régulière, elle prit des mesures aussi de permettre, autant que possible, d'assurer la présence des curioses japonaises. Un timbre devait être apposé aux cartons chargés de graines de France à Yedo, avec le millésime de l'année. Cette formalité ayant provoqué quelques réclamations, une enquête eut lieu, après laquelle le maintien de cette formalité fut décidé, mais en déclarant que son seul but était de constater la présentation des cartons chargés de graines au consulat de France, mais non leur origine ni leur qualité.

Une autre enquête fut connaît les résultats assez satisfaisants, sous certains rapports, des éducaisons entrepris avec les graines du Taïwan.

Ensuite, une sécheresse a été constatée à l'Institut et la Commission, avec l'aide de l'Institut, a effectué pourvouir les études spéciales qu'il avait entrepris les années précédentes sur la maladie des vers à soie, sur ses caractères, sur ses causes. Ces études ont déjà donné de remarquables résultats, enseignés par l'honorabilité savant dans d'intéressants rapports qui ont été publiés.

De ses expériences et de ses observations il résulte, d'après les termes du rapport adressé par lui au Ministère, que la maladie provient en partie de la présence de corpuscules dans le corps des vers ; que cette maladie est contagieuse, et que, par un procédé de sélection et de grame pratiquement pratique, on peut prévenir sûrement la maladie des corpuscules, qui n'est cependant pas la seule à donner la maladie.

Les travaux de M. Pastorot ont eu pour conséquence de démontrer la nécessité de faire emploi du microscope dans le pratique, pour connaître l'état des vers. L'enseignement, afin d'inspirer à cet usage des populations séricoles, a fait l'achat de plusieurs microscopes, qui l'a distribué entre les départements intéressés, pour être mis à la disposition des commissions locales. Plusieurs sériculteurs ont même profité de la présence de M. Pastorot à Alais pour lui demander des conseils sur la manière de se guider dans leurs observations microscopiques.

Entre partie, pour contribuer à la crise séricole le remède le plus prompt et à l'indice des encouragements les plus efficaces, la Commission, informée que les petites éducaisons avaient donné les meilleurs résultats, a provoqué l'ouverture d'une souscription à l'effet d'encourager les casses de graine qui se feront sur une petite école. Le Ministère s'est inscrit en tête de cette souscription pour une somme de 20,000 francs.

Ces fonds ont été répartis par les soins de la Commission de sériculture aux semaines entre les départements séricoles proprement dits, mais aussi entre ceux dont la configuration géographique, la nature du sol ou le climat paraissent devoir être favorables à des essais d'éducation. La somme allouée à chaque département a été distribuée en prime de 200 francs chaque année aux éducateurs, toujours à condition de faire grame des graines de graines de graine plus et cinq au moins. La graine classée pour l'éducation est soumise à l'approbation de la personne ou de la commission de surveillance déléguée par l'association agricole la plus voisine, ou par le sous-préfet de l'arrondissement. Une fois la qualité de la graine reconnue, la moitié de l'allocation, soit 100 francs, est comptée à l'éducateur ; l'autre moitié n'est délivrée qu'autant que le rendement en grains de la graine est supérieur à la moyenne.

Enfin, pour compléter ces mesures, un de nos orientalistes a été chargé de la traduction d'un traité d'éducation du ver à soie de la race, prisé en Chine.

Une autre source de production les plus précieuses pour notre agriculture et notre industrie étant menacée. La betterave était ravagée par une maladie assez grave pour compromettre les récoltes, et, par suite, l'existence de nos grands établissements sucriers et de la distillerie agricole. M. Blanchard, de l'Institut, a été chargé d'aller l'explorer sur place, notamment dans l'arrondissement de Valenciennes, afin de rechercher la cause du mal et renouveler qu'il était possible d'y appliquer.

L'attention du Gouvernement a été appelée sur une institution qui rend des services réels à l'agriculture allemande. C'est que les stations expérimentales dispersées dans tous les Etats d'Allemagne et qui datent d'une quarantaine d'années. Cette création a été même importée en Suède et en Hollande. Ce sont des établissements soutenus par des associations, qui ont pour but de faire des recherches et des expériences sur la production animale et végétale, de proposer par l'enseignement les connaissances acquises, expérimentalement dans le laboratoire et les champs d'essai, de faire connaître régulièrement les travaux de la chaire, de faire des recherches chimiques et physiologiques sur des sujets déterminés à l'avance, enfin, de faire, à un taux fixe, des analyses d'engrais, de sols, d'amendements, d'eaux, etc., demandées par les intéressés. Il a semblé utile de prendre une station expérimentale semblable en France, mais l'attention a été consacrée dans ce but.

En 1866, l'une des catastrophes que la France ne voit heureusement se reproduire qu'à de longs intervalles, l'inondation, est venue ravager trente et un de nos départements.

Une souscription ouverte par les soins du Gouvernement a produit une somme de 5,803,990 fr. 43 cent.

La Commission centrale, à laquelle le décret du 1^{er} octobre 1866

Le Comité, afin de répartir le montant des fonds recueillis, n'a rien fait pour accélérer la distribution des secours aux victimes du地震.

Le Gouvernement a déjà fait connaître les bases adoptées pour cette opération ; elles se résument ainsi :

Classification des départs admis au partage des secours ;

Répartition des perdants en catégories, suivant l'état de fortune auquel l'inondation avait réduit ses victimes ;

Fixation des proportions du secours pour chaque nature de portes.

96 départements sur 31 ont été considérés comme affectés exceptionnellement, et ont formé, à ce titre, la liste des départements sensibles.

Les inondés ont été classés en quatre catégories, et les deux premières, comprenant les perdants réduits à une extrême détresse et ceux restés dans une position nécessitaire, ont été seules admises au partage des souscriptions, alors que les deux dernières, c'est-à-dire les perdants restés dans l'aisance et ceux pour lesquels les dommages sont insignifiants, soit à raison de leur fortune, soit par suite de la modicité de la partie, ont été exclues de toute participation à la distribution. En outre, les perdants de la seconde catégorie ont reçu moins d'indemnité allouée à ceux de la première.

Enfin, les pertes et les expences occasionnées par la catastrophe ont été évaluées, dans la mesure du possible, et, en conséquence, une indemnité égale au tiers de la valeur des dommages, soit, approximativement, le moitié, à un secours calculé sur les huis d'assurance, et celles qui portaient sur les récoltes, une indemnité établie sur la moitié.

Dès près ces bases, le secours qu'il a été possible de distribuer a été reporté dans la proportion de 15 p. 0/0 du chiffre net des pertes, toutes réductions comprises, et à raison pour les trois sortes de dommages et pour les deux catégories des perdants une indemnité égale, en moyenne, aux 24-75 p. 0/0 des dommages éprouvés, soit à très-peu-près le quart des pertes. Ce qui a été acquis à valeur de cette indemnité, presque double de celle accordée en 1856, c'est la rapidité avec laquelle il a été atteint l'objectif fixé par le décret du 11 décembre 1866, et qui consistait également aux 24 p. 0/0 du chiffre net des pertes, a été fait par les soins de la Commission, et le 22 février suivant une seconde allocation égale aux 10 p. 0/0 du chiffre net des dommages a été distribuée.

Quatre mois ont donc suffi pour effectuer cette opération, et ce délai se justifie par la nécessité d'attendre l'encaissement des souscriptions, dont une partie venait des pays étrangers.

Les quelques fonds recueillis depuis le mois de février ont servi à compléter les répartitions au profit d'individus omis dans les premiers états de constatation, ou dont l'étude des dommages n'avait été qu'imparfaitement revenue.

La Commission, dans les conclusions formulées pour l'annexion de l'Espagne au mois de février dernier, pronostiquait déjà une moins favorable que les années précédentes, c'est encore actuellement le cas, si l'on en croit les rapports qui parviennent à nous, et cette meilleure en 1867 est dûe à l'avantage en 1866.

A une certaine époque de l'année, l'approvisionnement des récoltes qui peut aussi être obtenu des marchés étrangers, mais qui ne sont pas toujours aussi sûrs que les récoltes nationales. D'après ces rapports, dès lors que les récoltes nationales sont très-disparates pour les diverses régions de la France : tandis que dans l'Est et dans toute la zone méridionale la récolte a été généralement mauvaise, elle laisse malgré à désirer dans les régions du Centre, de l'Ouest et du Nord-Est. C'est pourquoi, dans l'Est et du Nord, elle a donné des résultats meilleurs. Toutefois, les marchés étrangers, recueillis par l'Administration n'ont pas jusqu'à ce moment précis et définitif. En effet, le reste encore beaucoup de bâti à battre, et ce qui est connu à ce sujet donne des craintes en ce qui concerne le rendement. D'un autre côté, cependant, la qualité du blé est supérieure à celle de l'année dernière. Toutes ces causes réunies rendent les évaluations fort difficiles encore.

Le cours des grains avait baissé dans les mois de février, mars, avril, mai et juin, tandis qu'on avait pu espérer que la récolte de 1867 donnerait de bons résultats. Mais, dans le courant de juillet, sous l'influence de la sécheresse, qui a rendu les cultures moins florides, les prix ont éprouvé une hausse. Les ventes commencent cette récolte, les prix ont éprouvé une hausse. Tandis qu'au-dessous de 24 francs l'hôtelier, en juin ils ont été soldés jusqu'à 28 francs, jusqu'à atteindre, en septembre et octobre derniers, des cours de 29, 30 et 30 francs. C'est une augmentation de 5 à 6 francs sur les prix correspondants de l'année dernière, et, comparativement aux cours des premiers mois de 1866, c'est une différence de 12 à 15 francs par hectolitre.

Deux récoltes médiocres ont suffi pour amener ce résultat, qui est assurément de nature à rassurer complètement les intérêts agricoles allemands, mais pas de temps encore, de la diminution passagère d'une grande partie de production ayant amené dans le cours des échéances. Aujourd'hui c'est surtout les intérêts des consommateurs qui doivent se réjouir de la présence de cette récolte, et de la sécurité qu'avec le régime de liberté sous lequel est actuellement placé notre commerce des grains avec l'étranger, ces intérêts ne ressentiront pas soumis à trop pénibles éprouves. Si les crises alimentaires, qui dépendent d'événements naturels étrangers à toute action humaine, ne peuvent pas être complètement conjurées, elles paraissent du moins doyer être traversées maintenant sans danger.

Il ne faut pas se dissimuler toutefois qu'aujourd'hui en France les approvisionnements provenant des récoltes antérieures doivent être importés, et que, si l'on ne peut pas compter, comme il a été dit, sur des réserves suffisantes, et qu'il faudra recourir dans une assez large mesure à l'importation, il faut toutefois essayer de faire face à l'insuffisance de notre récolte, il faut faire tout ce qui est nécessaire que les prix se maintiennent à un taux assez élevé pour attirer d'importants arrivages du dehors. Déjà, depuis la hausse survenue dans les cours des nos marchés intérieurs, le mouvement d'importation des grains étrangers a pris une allure rapide ; en juillet, nous importons 189,000 quintaux de froment en grains et 78,000 quintaux de farine ; en août, 280,000 quintaux de grains et 92,000 de farine ; en septembre, 541,000 quintaux de grains et 111,000 quintaux de farine ; en octobre, l'importation s'est élevée à plus de 1,050,000 quintaux de grains et en farine. C'est au total, pour un seul mois, l'équivalent de plus de 1,400,000 hectolitres, et si l'importation continue dans une semblable proportion, pendant les autres mois, jusqu'à la récolte de l'année prochaine, elle atteindrait un chiffre de 14 ou 15 millions d'hectolitres, plus que suffisant pour parer à toutes les éventualités.

Les prix étrangers, dans lesquels le commerce français se pourvoit depuis l'ouverture de la campagne, et auxquels il pourra s'adresser encore par la suite, sont principalement la Hongrie, la Russie et les Etats-Unis. En Hongrie, la récolte a été exceptionnelle-

ment belle, et l'on pourra tirer de cette contrée des quantités de grains fort importantes ; seulement les moyens de transport ne sont pas toujours suffisants et leur prix est élevé. Bien que la Russie méridionale et la Pologne paraissent avoir été assez mal partagées dans le rapport de la production des céréales, il n'est pas douteux qu'on pourra tirer des ports de la mer Noire et de la mer Baltique des quantités encore assez considérables, car ces pays essentiellement producteurs doivent encore avoir à leur disposition des approvisionnements d'importance provenant des récoltes antérieures.

La Russie, où des vastes étendues de terre aujourd'hui cultivées en grains peuvent alimenter un commerce très-actif d'exportation. Seule les distances considérables à parcourir pour faire arriver les céréales aux ports d'embarquement ne permettent guère de compter sur ces ressources avant une époque encore assez éloignée.

Nous nous trouvons, il est vrai, sur ces lieux de production en concurrence avec l'Angleterre, dont la récolte a été fort meilleure et qui sera à satisfaire à des besoins plus considérables encore qu'en temps ordinaire ; avec l'Espagne, qui est obligée d'ouvrir ses portes habituellement fermées à l'importation des céréales étrangères ; avec l'Italie, dont la production n'est pas encore assez étendue pour répondre aux besoins de contrée, qui ont été plus favorisées suffisamment, sans aucun doute, pour combler tous les déficits, et la libéralité commerciale assurera la répartition régulière de ces ressources proportionnellement à tous les besoins. Il ne faut pas perdre de vue néanmoins que les prix se négocieront probablement à un taux assez élevé, puisque ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible d'imprimer aux arrivages du dehors une activité et une importance en rapport avec les nécessités de la situation.

Les travaux de l'Enquête agricole ont continué sans interruption pendant le cours de cette année. Les enquêtes départementales se trouvant toutes complétées terminées à la fin de 1866, il s'agit maintenant de dresser les rapports provisoires dans les vingt-sept documents où elles étaient présentées. La Commission d'agriculture, réunie pour décider comment il serait procédé à ce travail, s'est divisée, pour l'examen de toutes les dépositions écrites et orales recueillies dans les enquêtes locales, en sections chargées chacune d'une partie de cette tâche, et qui, après y avoir consacré un certain nombre de séances, ont arrêté la liste des voix exprimées dans l'Enquête qu'elles paraissaient pouvoir donner utilement matière à une discussion devant la Commission supérieure. La Commission a tenu plusieurs séances, dans lesquelles, pour se conformer aux prescriptions du décret du 28 mars 1866, elle a entendu diverses personnes qui, à raison de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les domaines où elles étaient les plus familières, pouvaient interpréter l'agriculture. Ils avaient, pour éviter toute utilisation préjudiciable à déposer devant elle. Ensuite, la Commission supérieure, après avoir discuté l'impression des documents qu'elle a jugé nécessaire de faire publier, c'est à dire jusqu'à l'époque où ce travail d'impression sera suffisamment avancé et où le Commissaire général de l'Enquête, ayant pu procéder au rapport qu'il a fait, informe de l'aboutissement des résultats de l'enquête.

L'impression des documents a été poursuivie avec toute l'activité possible, et plusieurs volumes ont déjà paru ; il a été arrêté dans cet immense travail que pour l'insuffisance des moyens matériels, si considérablement dépendant, dont l'imprimerie française peut disposer.

Quant à l'Angleterre, Comme il a été dit, il n'y a pas, en ce moment de manière à pouvoir être distribuée à tous les membres de la Commission supérieure, à l'époque très-précoce où elle va être appelée à reprendre ses séances pour la discussion des importantes et nombreuses questions soulevées dans l'Enquête.

FAITS DIVERS.

On lit dans le *Courrier de la Gironde* : Une lettre de Saint-Thomas, en date du 4 novembre, écrit par un de nos compatriotes, M. A. Mallet, de la maison G. Ferrin, M. Lallet & C°, de Saint-Thomas, donne sur l'ouragan qui a dévasté cette île les détails suivants, qui seront issus avec intérêt :

Le 29 octobre, l'ouragan a commencé ici. Notre pauvre île a été ravagée par un terrible ouragan. En moins de quatre heures, c'est-à-dire de trois heures et demie du matin à trois heures et demie de l'après-midi, un cyclone a fait périr plus de 600 à 700 personnes, tant noyées que piégées par les débris des maisons qui voltigeaient au loin, ou écrasées dans les maisons elles-mêmes. Plusieurs de ces tiges de la ville sont détruits, et 74 navires, guillettes, bricks, trois-mâts et steamers, sont coulés ou à la côte. Le steamer de Liverpool réussit à arriver à deux heures du matin, avec un plein chargement de marchandises qu'en valait à 8 millions de piastres ; il a coûté en compagnie d'un trois-mâts de plus de 2,500 tonnes de 10 francs.

Le steamer anglais qui devait aller en Europe et qui était allé à Peter's-island, tout près de Tortola, pour y attendre le steamer intercolonial, a causé des quelques cas de fièvre jaune que nous avions en rade, à bord, avec 160 personnes à son bord, dont 25 seulement se sont, dit-on, sauvées.

Un autre vapeur de la même compagnie s'est également perdu à Tortola ; mais, grâce à Dieu, tout le monde a été sauvé. Les dégâts sont immenses, et les pertes, tant sur la rade que sur la terre, ne pourront être évalués de longtemps.

Les marchands qui sont restés debout sont en grande partie sans toutefois que leur fortune soit entièrement détruite. A onze heures et demie du matin, le 29 octobre, un bateau qui était au-dessus de la variété, tomba deux lignes au-dessous ; le vent, qui souffrait violentement depuis le matin à l'est-nord-est, passa tout d'un coup au nord-ouest et commença à souffler en tourmente, accompagné de tourbillons et de pluie torrentielle.

Pendant ce premier coup de vent, qui dura jusqu'à une heure, plusieurs goélettes et navires furent portés à la côte dans la partie est de la rade ; mais il n'y avait pas encore de bateaux de grande dimension, et nous en eussions été quittes pour la peur, si le coup de temps n'était arrêté.

Malheureusement, il n'en fut pas ainsi, et le baromètre qui, de l'heure et demie à une heure, s'était minime à pluie ou vent, tomba progressivement et fut à l'heure et demie à zéro. Il fut alors à trois lignes au-dessous de tempête ; il y eut une accalmie d'une demi-heure, et, à une heure et demie, le vent, passant à l'est-sud-est, recommença à souffler avec une violence merveilleuse jusqu'à trois heures et demie.

C'est alors que toutes les naiives qui avaient été enfermées dans l'entrepôt furent déchargées du port sa portée avec une impatience évidente à l'égard de la tomber l'un sur l'autre à la côte. D'autres semblaient, et les malheureux matelots furent tous en état de faire, tant par les épaves que par les débris qui voligeaient en air.

Ce pendant ces dures heures qui coururent le long des grands déastres, et si le vent fut continué à souffler une heure encore, tout Saint-Honoré venait en bas.

Tout ce temps fut aussi venu dans la violence du vent, serait au moins à dire, pour faire venir des hommes qui devaient faire venir un peu de réconfort. Mais il fut fait pour donner une faible idée, fait qu'un peu de réconfort croire que l'avoir vu : Un paquebot en démolition, qui était naufragé dans la baie, plusieurs de notre île (Grey Bay), qui se trouva à 10 milles environ de notre port, a été porté sur notre rade traînant ses encres et châsses, et pour y entrer, a été brisé au bas de roches à fleur d'eau qui se trouvent à l'ouverture du port, au sud-sud-est. Il est venu mouiller dans notre rade. Ce fut en tellement incroyable, je veux dire, qu'il faut l'avoir vu pour le croire.

La quantité d'eau salée soulevée par les tressures, et qui est remontée en place, a été telle qu'une partie des citernes de la ville ne contenait plus que de l'eau saumâtre.

Enfin nous avons eu au milieu d'un théâtre de décombres et au milieu d'un théâtre de désolation, plus de 2,000 personnes sont sans asile et ont tout perdu.

Une partie de l'île de Porto-Rico a été ravagée et l'île de Vieques, tout près de Porto-Rico, est complètement dévastée. Les cannes à sucre ont été arrachées.

La charpente en fer du bâtiment de l'Exposition universelle, qui ne tardera pas à être vendue, comprend 11 millions 500 000 kilogrammes de fer et fonte, dont 10 millions de kilogrammes pour la galerie des machines et ses annexes, et 3 millions de kilogrammes pour les autres galeries, la toiture des galeries d'archéologie et des beaux-arts a exigé 100,000 kilogrammes de fer.

Entre dans la charpente toute environ 6 millions de rivets, pour le passage desquels il a dû être percé près de 15 millions de trous.

Le chevrotage des parties couvertes en zinc a employé 1,100 mètres cubes de bois. La surface de zinc recouverte en zinc s'étend à 55,000 mètres.

LE PRINCE EUGÈNE.

Saint-Vincent le 14 et 15 mars.

Dans cette campagne de 1809, le prince Eugène fit plus de périodiques et enleva à l'ennemi plus d'artillerie qu'il n'avait lui-même d'hommes et de canons. Au milieu de toutes ses préoccupations et de toutes ses fatigues, il réussit à faire de l'artillerie dans le temps les meilleures préparations à l'assaut de Naples. C'est pourquoi lui le

moment tout ce qu'il est pris de faire n'est nécessaire. J'aime à croire qu'on aura un peu peine à mes regrets : si il m'en écrit encore quelques jours après, le 16 août 1809 : « Crois-moi, compte sur notre école, qui est heureuse; sur notre conscience, qui sera toujours pure; sur la justice de l'Empereur, et sur les liens d'attachement qui nous unissent. » Et le 26 août : « Ma bonne Augustine, tu m'affligeras toujours quand je te saurai préoccupée, agitée pour un avenir qui peut être qu'honoré, puisque les présages de notre union sont bien favorables. Eloigne de tes pensées les plus tristes, parce que tu n'en mérites pas. Si tu as quelques moments de loisirs, écris-moi, mais n'écris pas trop, et si tu as aussi, qui t'en faut appeler. Laisse moi, n'autre n'importe que le tiers ; tu sais où diras la vérité, et, plus que tout cela, ami t'est fiducialement et entièrement attaché. Adieu, ma bonne Augustine ; je prends pas peu pour une leçon, je te prie, je t'aurai souvent à cœur, parce que tu y liras toujours ma tendresse et mon inviolable attachement pour toi. »

En novembre 1809, le vice-roi retourna à Milan après sept mois d'absence. Il y fut salué par d'enthousiastes acclamations. Mais il peina à échapper à la révolte de l'Empereur, une lettre l'invitant à se rendre immédiatement au camp de l'empereur et le champ, avec l'espérance que Napoléon allait le déclarer Prince de l'Empereur. Sa sœur la reine Hortense, secrète à sa rencontre, le détourna, et, se jetant dans ses bras, lui amena le projet de divorce de l'Empereur et de leur mère. L'impératrice Joséphine demanda l'Isle d'Italie pour son fils. Le prince Eugène prit la parole avec vivacité, pour réclamer et dire que dans toute cette affaire, il ne devait pas être question de lui : « Voilà, il s'écria-t-il, ma volonté, ma voulraient pas d'une couronne qui servirait le parti de votre séparation. Si vous soumissionnez aux volontés de l'Empereur, c'est à vous seule qu'il doit penser. » Napoléon répondit : « Je reconnaîtrai là le cœur d'Eugène ; mais il a raison de s'en garder à ma tendresse. »

Le divorce fut obtenu, et qu'il y avait de désintéressement dans le cœur du prince. Le discours qu'il prononça devant le Sénat démontre des plus nobles sentiments : « lorsque ma femme, dit-il, fut compromise par les mains de son auguste époux, elle contesta l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux intérêts de la France. Elle a rempli avec courage ce premier des devoirs. Son âme a été souvent attendrie en voyant en hâte à de pénibles combats le cœur d'un homme accoutumé à maîtriser la fortune et à marcher toujours d'un pas ferme à l'accomplissement de ses desseins. Les larmes qu'a causées cette résolution à l'Empereur suffisaient à la gloire de ma mère. » Le prince Eugène trouvant dans la toilette de sa femme la plus précieuse consolation : « Je suis résigné à tout, » déclara-t-il, « à la mort, et je me soumets à la volonté de Dieu. Tu pourras d'ailleurs faire ce que tu voudras pour le monde, mais pas ta femme, qui t'en aime, s'il est possible, encore davantage. Je te prosverai, mon cher Eugène, que je n'ai pas moins de courage et de force d'âme que toi, quoique je fusse égorgé de m'attendre à des événements assez tristes, surtout dans ce moment-ci. Tes petites peurs bientôt bien Dieu sait quel amour les attend ! » De son côté, le prince écrivait à la vice-reine cette lettre où se peint si bien son caractère : « Nous voici à la Malmaison depuis hier soir, mon très-chère Augustine. Si le temps avait été plus favorable nous aurions pu passer une journée moins triste ; mais il n'a pas cessé de pleuvoir. L'impératrice se porte bien. Sa douleur a été vive ce matin en revoyant les lieux qu'elle a habitées avec l'Empereur, mais son courage a repris le dessus et elle est résignée à sa nouvelle position. Je crois fermement qu'elle sera

plus heureuse et plus tranquille. Nous avons eu en tout matin quelques visites. On ne parle à Paris, nous dit-on, que de notre courage et de la résignation de l'impératrice. Ils seraient bien sot ceux qui pourraient croire que l'impératrice ait regretté quelque chose et quelque élévation. Peut-être a-t-elle été dans l'ordre de la nature, et cependant j'en ai été les plus étonnés que je suis si-dessous de tout cela. Je ne cachaillerai pas que je n'ai eu qu'une seule inquiétude, c'était de penser que cet événement pourrait le faire de la peine. J'ai cependant été tant de fois à même d'apprécier ton caractère que j'aime à penser que tu seras la première de mon avis. » La vice-reine avait de tristes pressentiments, mais la pensée de l'affection de son époux était pour elle un baume à toutes les blessures. « Je ne regretterai rien, écrivait-elle, si la tendresse n'est restée. Au contraire, je serai heureuse de pouvoir prouver que je t'aime pour les motifs de la liste des grands, et nous inscrirai sur celle des heureux. »

Napoléon apprécia l'élevation de caractère que le prince Eugène avait montrée dans l'affaire du divorce, et l'envoya immédiatement en lui conférant l'héritage du grand-duché de Francfort. « Je sono sens que je ne mérite pas tout le bien que Votre Majesté a la bonté de dire de moi, » écrivait le prince dans sa lettre de remerciement ; mais je vis avec l'espérance de le mériter un jour. Je sens qu'il risque rarement de vous mal servir quand on vous sort avec son cœur, et le moins est à vous par tous les sentiments. Il sera tel jusqu'en dernier moment de ma vie. »

Le prince Eugène disait vrai, et bientôt il allait donner de nouvelles preuves de son caractère et son bonheur. Quelques temps avant la campagne de Russie, le 24 juillet 1812, il fut nommé au poste de la Valoche : « Les généraux et officiers qui sont venus de Paris m'assurent que l'on dit que j'aurai le commandement de la cavalerie. De toute manière je serai bien placé, et le poste ou il y aura plus de preuves d'absolu dévouement à dominer à Sa Majesté sera celui que je préférerai toujours. Une seule chose ne me ferait pas rire de tout : ce serait celle qui pourrait appeler stérilement ma chérie personne en Pologne. On a réservé pour moi le rôle de l'empereur. Je l'assure qu'il y fait une véritable peine. Moi je ne pourrai pas supporter si loin de l'Esperance. Je n'ai qu'une amitié, celle de vivre et de mourir le plus près possible de lui. Cette amitié je la garde pour l'empereur ; mais je n'ai pas celle de trahir, cela est certain, comme il est aussi certain que je l'ai voulue pour la vie la plus sincère amitié. »

Le prince Eugène, qui simait la vie des camps, partit plein de joie et de confiance. Il écrivait à la vice-reine, le 4 mai 1812 : « Je t'annonce, ma bonne Augustine, que l'Empereur vient de m'ordonné

me de me rendre à l'armée. Surtout ne t'afflige pas. Compte sur mon honneur. Mon heureuse étoile ne m'abandonnera pas, et tout est pour le mieux. » Il lui écrivait quatre jours plus tard : « Mes voix étoiles arrivent au terme de mon voyage, c'est-à-dire au bout de deux mois. J'arriverai à Paris, et je serai au siège de Paris pour assister au conseil de guerre, et au conseil d'État. »

Il finit une autre plus moins tenue : « J'arriverai bien mais enfaits pour moi, le navire male baiera qui l'arriveront bien brouill, quoiqu'ils soient envoyés du fond de l'ame. »

Tout le monde sut la part honoraire prise par le prince Eugène à la campagne de Russie et la force morale dont il fut preuve en dirigeant la retraite. Au milieu de tant de souffrances, il conserva tout son affabilité de caractère, toute sa sérénité et sa dignité. Le 28 décembre 1812, au moment le plus critique, il dévoua la vice-reine : « J'ai reçu ta chérie lettre, ma bonne Augustine, ainsi que les objets châtais, et j'en ferai la distribution. J'ai été bien heureux de recevoir de l'empereur un ordre pour le faire, et je t'en suis reconnaissant. J'ai pensé à elle, et comme J'aime à croire que je leur aurai manqué au jour anniversaire de naissance de notre grande garçonne de ceil d'Eugène, si malheureusement pour les cœdasses, ainsi que le jour de l'an, où l'on s'embrassait de si bon cœur. » Eugène la partie n'est que de renseigner, et je me bercer de l'idée que l'Empereur ne voudrait pas me laisser inutile tout mon hiver et avec si peu de motif ; car croire-toi, ma chère amie, que de tout mon hiver couru d'armes il ne me reste pas deux nuiles huitaines, dont la moitié sont encore blessés. Ceci est pour tout souci, je t'en assure. Adieu, ma très-chère Augustine ; espérons que nous pourrons tous nous rendre utiles pour aider nos frères dans les armes. »

Avec une dizaine de milliers d'hommes, le prince Eugène parvint à contenir les armées russes et à empêcher la plus pernicieuse des retrées.

Arrivé en Allemagne après des prologues de valeur, il y reorganisa une armée et contribua grandement aux victoires de Lutzen et de Dresden. Le 18 mai 1813, il rentrait à Milan. Peu de temps après, il apprenait que son épouse, le roi Maximilien, abandonnait la cause de l'empereur, et il adressait au roi, le 16 octobre, une lettre où il disait : « Vous me connaissez assez pour être convaincu que dans ces périodes critiques, je ne me déclarerai pas pour un seul instant de la ligne de l'honneur ni de noms dévoués. Je le suis toujours et je continuerai aussi que je sens est nécessaire. »

C'est en ces circonstances qu'il se rendit à l'empereur à Paris, et il fut reçu par le roi, qui l'appela « mon cher Eugène, pour vous mes fils, un père et un ami ». Les deux princes allemands éprirent dans la famille impériale, Catherine du Württemberg, mariée au roi Jérôme, et la princesse Augustine de Bavière, mariée au prince Eugène, furent toutes deux des modèles de fidélité conjugale et de dévouement au milieu de la mauvaise fortune. « C'en est donc fait, mon tendre Eugène, écrivait la vice-reine à la nouvelle de la défection de la Bavière, ta lettre du 15, que je reçois dans ce moment, m'apprend ce que je redoutais tant de savoir. Bevor renoncer à sa famille, à son pays, sans doute c'est-erred ; mais mon cœur souffrirait bien plus si tu te conclusais autrement que tu ne fais. Courage, mon ami ; nous ne meritons pas moins. Notre dévouement au service de l'empereur, et dans l'ordre de l'empereur, simple obéissance nous trouvions le honneur que tant d'autres obéissent immédiatement sous les triomphes. Je te le répète, abandonnons tout, mais laissez la route de la vertu, et Dieu sera sûre de nous, de nos pauvres enfants. Tu écris à mon père m'a fait verser un torrent de larmes ; elle lui fendra le cœur. Je vais lui écrire, et ce sera la dernière lettre qu'il recevra de sa fille. J'oublierai que je suis Bavarico, et je ne penserai qu'à nos enfants, et au meilleur et au plus aimé des époux. Tu me connais ; ainsi sois tranquille ; je supporterais tout, tant que nos destins seront enracinés. »

« On peut nous prendre tout ce que nous possédons, mais jamais la tendresse que nous avons l'un pour l'autre. »

(Moniteur.)

